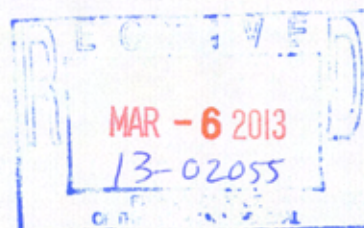


À l'Organisation des Nations Unies.

Solingen le 06-03-2013

- Au Secrétaire général Ban-Ki-moon.
- À la Chancelière Angela Merkel (Allemagne)
- Au Président Barack Obama(U.S.A.)
- Au Président François Hollande (France)
- Au Président Xi Jinping (Chine)
- Au Secrétaire d'État John Kerry (U.S.A.)
- Au Secrétaire d'État adjoint Johnnie Carson (U.S.A.)
- Au Ministre des Aff. Etr. Guido Westewelle. (Allemagne)
- Au Ministre des Aff. Etr. Laurent Fabius (France)
- À l'Union Africaine .
- À la Commission Européenne :
Prés. José Manuel Barroso.
1ere vice Mme Catherine Ashton
- Mme Fatou Bensouda (C.P.I.)



ACTION Ladsous
COPY DSG
CdC
Fethman
AG

Objet : Notre réaction à l'accord-cadre d'Addis-Abeba, la problématique liée à la situation sécuritaire à l'Est ainsi que la reconnaissance du G.T.U.N. de la R.D.Congo .

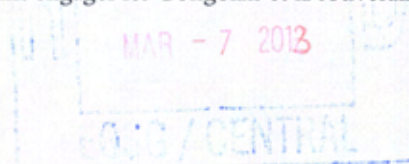
Excellences, Mesdames et Messieurs.

Au nom de l'ensemble de la population congolaise et du G.T.U.N. (Gouvernement de Transition d'Union Nationale) , dont je préside depuis le mois de Février 2012, je me permet de venir auprès de vos hautes personnalités afin de pouvoir interpeler vos consciences humanistes en rapport avec la situation de crise cyclique Congolaise. ✓

En effet, veuillez me permettre de dire clairement à la face du monde que vous êtes tous sans exception aucune censés savoir que la R.D.Congo est sans doute aucun sous l'occupation Rwandaise.

Vous êtes tous conscients du fait que les Congolais d'origine, ayant un sang congolais et par contre faisant partie du Gouvernement d'occupation en place, sont notamment tous pris au piège, notamment sous la supervision de Monsieur « Joseph Kabila » lequel joue le rôle d'exécuteur direct, obéissant tous par conséquent aux ordres dictés à partir de Kagali par Monsieur Paul Kagamé du Rwanda.

Considérant cet état de chose, le G.T.U.N. par le biais de son président, entant que seul représentant en mesure de défendre dignement la R.D.Congo et les Congolais, de respecter les lois et règles de gestion de la chose publique sur le plan national ainsi qu'international , de préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale, vous demande de prendre en considération ces préalables sans lesquels tout accord devant engager les Congolais et la souveraineté de la



R.D.Congo devra impérativement être rejeté dans le cas lequel un Congolais en l'occurrence un membre du G.T.U.N. n'aura pas apposé sa signature en tant représentant de la population Congolaise , ainsi :

1. Nous n'acceptons pas le déploiement de trois drones de surveillance suggérés par l'O.N.U. sur le territoire Congolais, avant l'installation effective d'un Gouvernement d'Union Nationale, piloté par les filles et fils du Congo, en l'occurrence le G.T.U.N.

2. Nous refusons également le déploiement d'une quelconque force neutre suggérée par l'O.N.U. sans pourtant que la problématique liée au processus d'occupation soit notamment résolue, à savoir le retour du criminel « Joseph Kabila » dans son pays d'origine, le Rwanda.

3. Et le préalable le plus capital relatif à la situation sécuritaire à l'Est (pour un long terme) acceptable d'abord, par la population Congolaise, ensuite par la Communauté internationale, l'O.N.U., toutes les institutions internationales, les partenaires ainsi que tous les investisseurs engagés dans la situation de cette crise et devant prouver le facteur de rôle d'impartialité de chaque acteur dans ce dossier est celui des axes routiers sur la frontière.

Ainsi, nous exigeons que les points sensibles des axes routiers sur la frontière Congolo-Rwandaise soient sécurisés d'une manière acceptable pour un long terme suivant le système de sécurisation dissuasive utilisée dans d'autres pays à savoir :

- a) Nous exigeons qu'un MUR de 3 mètres de hauteur et de 77 Kilomètres de longueur soit érigé le long de l'axe routier, à partir de GOMA jusqu'au Mont SABIYINYO (lequel est l'intersection frontalière entre la R.D.Congo , le Rwanda et l'Ouganda.
- b) Nous exigeons qu'un MUR de 3 mètres de hauteur et de 50 Kilomètres de longueur soit érigé le long de l'axe routier, à partir de l'intersection frontalière du Lac KIVU (R.D.C) et la ville de CYANGUNGU (Rwanda) jusqu'à la colline de KIKIMBERE (Burundi) partageant la frontière entre la R.D.Congo , le Rwanda et le Burundi.

Excellences, Mesdames et Messieurs.

Veuillez noter que c'est en respectant ces préalables que chaque acteur engagé dans la recherche d'une solution pacifique à la crise Congolaise peut se prévaloir d'une sincérité sans reproche, modeste, humaniste et impartiale dans le dossier Congolais.

Ainsi, nous recommandons à ceux qui jusqu'au jour d'aujourd'hui avaient pu supporter, aider matériellement et financièrement les groupes armés de devoir respecter leurs engagements pris lors de la signature de cet accord-cadre à Addis-Abeba, de pouvoir désormais respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la R.D.Congo, en l'occurrence Messieurs Paul Kagame (pour le Rwanda), Museveni (pour l'Ouganda) ainsi que Monsieur « Joseph Kabila »(pour le Rwanda) et qui par ailleurs est allé à Addis-Abeba à titre personnel, vu que les articles constitutionnels en l'occurrence 64, 56, 57 de la R.D.Congo ne lui donne pas le droit ou devoir de pouvoir engager les Congolais dans des négociations nationales ainsi qu'internationales.

Vu l'urgence et en attendant une rapide réponse de votre part, je vous prie de recevoir, Excellences, Mesdames et Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Gouvernement de Transition d'Union Nationale (G.T.U.N.)

Président.

Guy-Mbuyi Ilunga

Johännntgesbrucher Weg 80.

D-42657 Solingen.

Allemagne.

Tél: 0049 212 / 204 606

Handy: 0049 1577 / 586 87 39

E-mail: gokongo@web.de